

## FORTE ET DÉTERMINANTE MOBILISATION DES GARDES COMMUNAUX

# Pour de meilleures conditions de vie et de travail, et un renforcement du droit à la retraite

*La forte mobilisation des gardes communaux depuis plusieurs semaines, notamment pour de meilleures conditions de vie et de travail, et un renforcement du droit à la retraite, a été payante, même si la vigilance est de mise. Leur détermination a rendu caduques les pitoyables menaces du ministre de l'Intérieur à leur encontre. Mieux encore, leur cause et leur combat – dont la justesse a été reconnue – ont eu un très large écho dans les médias et auprès de la population..*

**D**ans un premier temps, un groupe de travail chargé de l'examen des questions socioprofessionnelles des gardes communaux, groupe installé le 10 mars dernier au ministère de l'Intérieur, avait annoncé les mesures suivantes : l'augmentation de la prime de rendement de 20 à 30% ; bonification des taux actuels (25%, 30% et 35%) de la prime de risque et d'astreinte de 10%, soit 35%, 40% et 45%, calculée sur la base du nouveau salaire. Cette indemnisation est octroyée en contrepartie des conséquences liées au risque, au port d'armes et aux horaires de travail supplémentaires, ajoutant que l'augmentation de la prime de risque et d'astreinte de 10% vise à compenser la contrainte liée au travail supplémentaire.

L'activation du nouveau régime indemnitaire relatif aux gardes communaux aura lieu avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Les gardes communaux ont bénéficié du reliquat des congés, dans les cas de nécessité de service, et pour une période n'excédant pas les deux mois, conformément au règlement en vigueur, ce qui permet la récupération du reliquat des congés pour 7 années de services. Toujours selon les résultats de ce groupe de travail, pour les agents ne remplissant pas les conditions d'accès au droit la retraite, il a été décidé d'octroyer la pension de retraite proportionnelle exceptionnelle vers l'âge de 54 ans et d'une période de travail effective de pas moins de 15 ans.

Le rachat des années de cotisation manquantes pour bénéficier du droit la retraite proportionnelle exceptionnelle se fera sur le budget de l'État. Il est également prévu que les



Rassemblement des gardes communaux à la place des Martyrs.

gardes communaux bénéficient d'une pension d'invalidité en cas d'incapacité de travail de manière permanente, en raison d'une maladie à caractère professionnel et qui ne figure pas actuellement dans la liste des maladies éligibles au remboursement par la Sécurité sociale. Le groupe de travail a également décidé de la reconnaissance du corps à travers le remise d'attestations aux gardes communaux et la création de médailles d'honneur

aux blessés invalides et agents qui ont fait preuve d'actes de bravoure.

Les gardes communaux ont également obtenu des facilitations pour l'obtention de logements sociaux participatifs ou de logements ruraux sur la base des demandes et de la disponibilité des logements suivant les priorités (victimes du terrorisme, invalides et autres), et ce, en collaboration avec les organismes concernés. Ils ont obtenu aussi la

régularisation de la situation de tous les gardes communaux ayant obtenu des décisions de justice en faveur de leur réinsertion et l'octroi de droits selon la loi et le règlement en vigueur. A noter que les gardes communaux ont refusé les résultats de ce groupe de travail, d'où leur appel au chef de l'État.

Ils ont été reçus à la présidence de la République où ils ont remis une liste de quatorze revendications, parmi lesquelles une retraite complète avec une prime assurant une vie décente ; un salaire minimum de 28 000 DA par mois ; plus de respect et de reconnaissance ; des facilités pour l'accès aux logements sociaux ; des indemnités pour les heures supplémentaires travaillées ; des primes et des indemnités pour les blessés ; une prime de danger et de port d'arme ; l'augmentation de la prime de panier qui est de 3 000 DA/mois depuis 1994 ; une carte de lutte contre le terrorisme et la reconnaissance de leurs actes de bravoure au sein de la société. Au vu de la longue liste de leurs revendications, on s'interroge sur les manques à gagner et le laisser-aller de la part du gouvernement dans la gestion de ce corps qui a joué un rôle essentiel dans la lutte contre le terrorisme. En plus de la considération qu'il mérite pour leurs hauts faits d'armes et en hommage à ceux qui ont perdu la vie, c'est toute la nation qui doit saluer ce corps populaire de la République. Il est temps que les pouvoirs publics renvoient entièrement le statut des gardes communaux à la lumière de leurs revendications en ouvrant de sérieuses négociations avec leurs représentants.

Djilali Hadjadj

### EN ATTENDANT DES ACTES CONCRETS

## Le ministère de la Défense rassure les anciens militaires radiés pour des affections non imputables au service

Dans *Le Soir d'Algérie*, espace «Retraite», du mardi 22 mars 2011, sous le titre «Le ministère de la Défense doit faire plus d'efforts en matière d'information/Les militaires radiés invités à déposer leurs dossiers», nous faisons état des graves problèmes de ces anciens militaires pour recouvrer leurs droits. Nouvelle réaction du ministère de la Défense nationale à travers un communiqué daté du 6 avril 2011, largement diffusé par les médias, où il est fait état d'un traitement diligent et équitable qui sera réservé aux dossiers des «victimes» de ce ministère.

«Dans le cadre de la prise en charge des doléances exprimées par les anciens militaires radiés des rangs de l'Armée nationale populaire (ANP) pour affections non imputables au service, le ministère de la Défense nationale informe l'ensemble des personnes concernées de l'institution de commissions qui sont chargées d'examiner et, éventuellement, réexaminer les dossiers déposés, au cas par cas, sur la base des documents d'expertise médicale, en concertation avec les services habilités relevant de la région militaire territorialement compétente, indique le ministère dans un communiqué.

A ce titre, le ministère invite les intéressés qui n'ont pas encore déposé leur dossier à se rapprocher des bureaux régionaux des pensions militaires munis des pièces attestant de leur état, en leur possession. Tout en assurant les concernés du traitement diligent et équitable qui sera réservé à tous les dossiers, le ministère de la Défense maintient le contact permanent avec les représentants des requérants, à l'effet de les tenir régulièrement informés de l'évolution du processus de prise en charge de leurs requêtes, conclut le ministère. Affaire à suivre.

LSR

### LA FNTR SORT DE SON SILENCE EN S'ADRESSANT AU... SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UGTA !

## Pour une revalorisation conséquente des pensions pour les retraités à faible revenu

«Nous savons que vous êtes un homme de cœur, et eu égard au coût élevé de la vie, nous méritons un geste de votre part permettant à ces deux millions de vieux travailleurs de vivre dignement leurs derniers jours. «C'est ainsi que s'est adressé, mardi dernier, le secrétariat fédéral de la Fédération nationale des travailleurs retraités-UGTA (FNTR) à Sidi-Saïd, secrétaire général de l'UGTA.

La FNTR, qui pointe du doigt les inégalités sociales touchant le monde des retraités par rapport aux acquis attribués ces derniers temps aux travailleurs en activité, se joint à la contestation générale qui secoue le pays en sollicitant Sidi-Saïd sur un certain nombre de revendications.

La FNTR s'interroge sur la possibilité de parler de pouvoir d'achat avec 355 000 pensions inférieures à 10 000 DA, soit 25% des retraités, ainsi que 590 000 pensions en dessous du SNMG, ce qui représente 37% des retraités. Ce qui fait en tout, 60% de retraités qui touchent moins que le SNMG. En premier lieu, elle exige un relèvement des pensions et allocations de retraite. Cette exigence peut être

satisfaite, notamment, explique la FNTR dans un communiqué, par l'attribution d'une pension de retraite minimum équivalente au montant du SNMG pour tout retraité percevant moins de 10 000 DA mensuellement et ayant travaillé 15 années au moins, quel que soit l'âge de sortie en retraite ou sa catégorie de retraite, y compris les retraités sortis en retraite proportionnelle et sans condition d'âge ayant atteint l'âge de 60 ans. Il est tout autant question de la réactualisation de toutes les pensions supérieures à 10 000 DA, attribuées entre 1983 et 2005, par l'octroi d'une augmentation de 30%.

Cette opération de sauvetage est réalisable, selon la FNTR, par une tranche d'argent accumulé dans les caisses du Fonds national de réserves des retraites (FNRR) et les 400 milliards de dinars avancés par la CNR pour financer l'ordonnance 97-13. Il est spécifié dans ce cadre, que cette réactualisation, si elle venait à être accordée, ne doit pas se faire au détriment de la revalorisation annuelle prévue par l'article 43 de la loi 83-12. Il est, également, question pour la FNTR d'exiger l'attribution d'une allocation minimum

de retraite équivalente à un montant de 5 000 DA.

En second lieu, elle demande la valorisation, pour toutes les catégories de retraités, de toute période au cours de laquelle ont été accomplies les obligations du service national et toute autre période effectuée durant une mobilisation générale, d'autant plus que la Cour suprême a statué à ce sujet.

En troisième lieu, il est revendiqué l'octroi d'un même montant de la majoration pour conjoint à charge pour tous les retraités, quelle que soit leur date de sortie en retraite, en prenant soin de rétablir l'article 15 original qui prévoit un montant de 600 fois le montant horaire du SNMG.

### A nos lecteurs

La publication du courrier des lecteurs reprendra dès le prochain «Soir Retraite». Dans les éditions d'aujourd'hui et du 5 avril, nous avons donné la priorité à des informations liées à l'actualité immédiate.